

# Israël sort un plan pour les civils de Rafah

## PROCHE-ORIENT

**L'armée israélienne a proposé un plan d'évacuation des civils, ont annoncé lundi les services de Benjamin Netanyahu, toujours déterminé à lancer une offensive militaire contre la ville surpeuplée de Rafah. L'ONU a immédiatement réagi disant son immense inquiétude pour les civils.**

L'armée « a présenté au cabinet de guerre un plan pour l'évacuation des populations des zones de combat dans la bande de Gaza, ainsi que le plan d'opérations à venir », a indiqué le bureau du Premier ministre dans un communiqué. Aucun détail n'a été fourni sur les modalités d'une évacuation ni sur les endroits d'une relocalisation.

Alors que des pourparlers en vue d'une trêve ont repris au Qatar, Benjamin Netanyahu veut lancer une opération terrestre contre Rafah malgré toutes les oppositions exprimées au

niveau international. Une offensive ne serait que « retardée » si une trêve en cours de négociation était conclue, a-t-il même déclaré dimanche sur la chaîne américaine CBS.

Ces zones restent pourtant sous le feu israélien. Un correspondant de l'AFP a signalé plusieurs frappes aériennes nocturnes sur Rafah, Khan Younès, à quelques kilomètres au nord de Rafah, et à Zeitoun, près de Gaza-Ville dans le nord. Dans ce secteur, l'armée israélienne a rapporté lundi des combats acharnés dans lesquels « environ 30 terroristes » avaient été tués la veille. Selon le ministère de la Santé du Hamas, les frappes ont fait 92 morts, le gouvernement du mouvement islamiste précisant que 15 membres d'une même famille avaient péri dans une maison à Gaza-Ville.

### « Le glas de nos programmes d'aide »

L'offensive « ne serait pas seulement terrifiante pour plus d'un million de civils palestiniens qui s'y abritent, elle sonnerait également le glas de nos programmes d'aide », a immédiatement réagi le chef de l'ONU Antonio Guterres, à l'occasion de l'ouverture de la 55<sup>e</sup> session du Conseil des droits de



Photo prise dans un camp de réfugiés à Rafah le 26 février. PHOTO AFP

l'Homme à Genève.

À l'instar des responsables humanitaires, Antonio Guterres a souligné que « l'aide humanitaire est encore totalement insuffisante ». L'Unrwa est accusée par Israël de « collusion » avec le Hamas et fait l'objet d'une campagne très virulente de la part des autorités israélienne et de ses alliés. L'agence fait l'objet d'une évaluation demandée par Antonio Guterres et dont est chargée l'ancienne ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna. Car l'ONU, comme certaines ONG, estime

qu'il n'y a pas d'alternative au rôle crucial que joue l'Unrwa pour l'aide humanitaire à Gaza.

### Graves interrogations sur le Conseil de sécurité

Le chef de l'ONU a également déploré que malgré ses appels urgents au Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour « mettre fin à l'effusion de sang à Gaza et empêcher une escalade », celui-ci n'ait pas agi. En tant que l'un des cinq membres permanents du Conseil de 15 membres, les États-Unis - le principal allié

d'Israël - disposent d'un veto qu'ils ont utilisé pour bloquer tout appel à un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

Antonio Guterres a mis en garde contre les conséquences de l'inaction du Conseil de sécurité sur Gaza, comme son échec, en raison du veto russe, à agir sur la guerre en Ukraine. Cette inaction « a gravement - peut-être fatalement - porté atteinte à son autorité », a-t-il averti. « Le Conseil a besoin d'une réforme sérieuse de sa composition et de ses méthodes de travail », a-t-il encore ajouté.

AFP

## Démission du gouvernement de Ramallah

**Le Premier ministre de l'Autorité palestinienne a officiellement remis la démission de son gouvernement au président Mahmoud Abbas lundi. Et de plaider pour un nouveau « consensus interpalestinien ».**

Le gouvernement de l'Autorité palestinienne, qui siège en Cisjordanie occupée, a remis lundi sa démission au président Mahmoud Abbas, a déclaré le Premier ministre Mohammed Shtayyeh. « J'ai présenté la démission du gouvernement à Monsieur le Président le 20 février et je la remets aujourd'hui par écrit », a déclaré Mohammed Shtayyeh à Ramallah, précisant que cette décision intervenait notamment « à la lumière des développements liés à l'agression contre Gaza » et à « l'escalade » en Cisjordanie occupée.

Depuis le début de la guerre à Gaza le 7 octobre dernier entre Israël et le mou-



Le Premier ministre Mohammed Shtayyeh lors de la conférence de presse de lundi. PHOTO AFP

vement islamiste palestinien Hamas, de nombreux Palestiniens ont critiqué le président Mahmoud Abbas, 88 ans, pour son « impuissance » face aux raids israéliens dans la bande de Gaza et à la montée en puissance des violences en Cisjordanie occupée.

Depuis des affrontements fratrici-

des en juin 2007, le leadership palestinien est divisé entre l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, qui exerce un pouvoir limité en Cisjordanie, territoire occupé depuis 1967 par Israël, tandis que le Hamas contrôle la bande de Gaza.

La démission du gouvernement Shtayyeh intervient alors que des pays

de la région, occidentaux et des opposants à Mahmoud Abbas plaident pour une Autorité palestinienne réformée qui serait à terme en charge de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et ce, sous la bannière d'un État palestinien indépendant. Les Palestiniens ont besoin de « nouvelles mesures politiques » et d'un leadership unifié en raison de la « nouvelle réalité » imposée par la guerre dans la bande de Gaza, a fait valoir Mohammed Shtayyeh. « La prochaine étape requiert de nouvelles mesures gouvernementales et politiques qui tiennent compte de la nouvelle réalité dans la bande de Gaza (...) et le besoin urgent d'un consensus interpalestinien », a-t-il ajouté.

Dans un entretien la semaine dernière avec l'AFP, l'opposant Nasser al-Kidwa, neveu du défunt Yasser Arafat, avait appelé à un « divorce à l'amiable » avec Mahmoud Abbas et à une nouvelle unité du leadership politique palestinien, incluant certains membres du Hamas.

AFP